

**Extrait du**  
**Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts**  
**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**

Identifiant juridique : BOI-IF-CFE-40-30-22/03/2023

Date de publication : 22/03/2023

**IF - Cotisation foncière des entreprises - Contentieux**

---

**Positionnement du document dans le plan :**

IF - Impôts fonciers

Cotisation foncière des entreprises

Titre 4 : Recouvrement - Contrôle - Contentieux

Chapitre 3 : Contentieux

La cotisation foncière des entreprises (CFE) répond, en matière contentieuse et gracieuse, à des règles en tous points identiques à celles applicables aux autres impôts directs locaux ([BOI-CTX](#)).

Le présent chapitre examine :

- le cas général d'une réclamation contentieuse (section 1, [BOI-IF-CFE-40-30-10](#)) ;
- les cas particuliers (section 2, [BOI-IF-CFE-40-30-20](#)).

**Remarque :** L'article 36 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 a abrogé, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, l'article 1647 C septies du code général des impôts qui prévoyait un crédit d'impôt en matière de CFE en faveur des micro-entreprises situées dans une zone de restructuration de la défense. En conséquence, les commentaires doctrinaux relatifs à ce régime sont retirés. Pour prendre connaissance des commentaires antérieurs, il convient de consulter le [BOI-IF-CFE-40-30-30](#) dans ses versions précédentes.